



UNIVERSITÉ DE FRANCHE-COMTE
1, RUE CLAUDE GOUDIMEL
25 030 BESANCON CEDEX

 03.81.66.50.81

 service.marches@univ-fcomte.fr

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)
N° 20.009 du 22/06/2020**

**PROCEDURE ADAPTEE
MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX**

**OBJET DU MARCHÉ : REMPLACEMENT DE
L'ALARME INCENDIE
MISE EN CONFORMITÉ ÉLECTRIQUE
CRÉATION EAS
BIBLIOTHÈQUE UNIVERSITAIRE DE BELFORT**

Sommaire

1. OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES	3
1.1. Objet du marché	3
1.2. Décomposition du marché	3
1.3. Maîtrise d'oeuvre	3
1.4. Modalités de reconduction.....	3
2. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE.....	3
3. ARTICLE 3 : DELAIS D'EXECUTION OU DE LIVRAISON	4
3.1. Délais de base.....	4
3.2. Prolongation des délais	4
4. EXECUTION DES PRESTATIONS	4
4.1. Conditions d'exécution.....	4
4.2. Responsabilité et obligation du titulaire.....	4
4.3. Adresse d'exécution.....	5
4.4. Décision de poursuivre	5
4.5. Sous-traitance	5
5. CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX	5
5.1. Essai et contrôle des ouvrages	5
5.2. Réception.....	5
5.3. Documents fournis après exécution	6
5.4. Délais de garantie	6
6. CLAUSES DE FINANCEMENT	6
6.1. Garanties financières	6
6.2. Avance	6
7. PRIX DU MARCHE	6
Caractéristiques des prix pratiqués	6
8. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	7
8.1. Acomptes et paiements partiels définitifs.....	7
8.2. Présentation des demandes de paiements	7
8.3. - Modalités de paiement direct.....	7
8.3 - Délai global de paiement	8
9. PENALITES DE RETARD	8
10. ASSURANCES.....	8
11. RESILIATIONDU MARCHE ET CARENCE DU TITULAIRE	9
12. PROCEDURE EN CAS DE DECLARATION SANS SUITE DU MARCHE OU PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES IMPREVUES.....	9
13. LANGUE	9

14. SECRET PROFESSIONNEL	10
15. REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES	10
16. DELAI ET PROCEDURE DE VOIES DE RECOURS	10
17. CLAUSES COMPLEMENTAIRES.....	11
18. DEROGATIONS AU C.C.A.G.....	11

1. OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent l'ensemble des prestations définies ci-après :

Remplacement de l'alarme incendie, mise en conformité électrique, création EAS à la bibliothèque universitaire de Belfort

selon le CCTP ci-joint et ses documents annexés.

1.2. Décomposition du marché

Le marché fait l'objet d'une seule opération non allotie.

1.3. Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

ENEBAT

11, rue du Lieutenant Bidaux
90700 CHATENOIS LES FORGES
Tél. 03.84.29.71.71
Email : contact@enebat.com

1.4. Modalités de reconduction.

Le marché est ordinaire et non reconductible.

2. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et ses 5 annexes
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi, et annexes éventuelles
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés (plans, annexes)
- Le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif
- L'offre technique et financière du titulaire
- **Le plan de prévention signé par les parties**

- Tous les cahiers des charges DTU publiés par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB) sont applicables. Les nouveaux le seront également au fur et à mesure de leur publication.

- Toutes les normes françaises intéressant directement ou indirectement le bâtiment, les techniques et les matériaux utilisés sont applicables.

- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009 ;

- le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux prestations, objet du marché, si celui-ci vise ce cahier ;

- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au présent cahier des charges.

Pour ce qui est des pièces générales, elles ne sont pas jointes au dossier, le soumissionnaire étant censé les connaître.

3. ARTICLE 3 : DELAIS D'EXECUTION OU DE LIVRAISON

3.1. Délais de base

Le délai d'exécution de l'ensemble des prestations est prévu dans l'annexe 1 « planning prévisionnel ».

L'exécution des prestations est prévue sur une **durée initiale de 12 semaines à compter de la date de notification**.

La durée des différentes missions de l'opération est indiquée dans l'annexe « planning ».

3.2. Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 19.2 du C.C.A.G.-TR.

4. EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

4.1. Conditions d'exécution

L'accès des bâtiments pour l'exécution des prestations sera autorisé sous condition d'un plan de prévention signé par les parties.

Les travaux seront exécutés conformément aux ordres de service, documents et plans

Il est spécifié à l'entrepreneur, qu'aucun matériau autre que ceux indiqués, ne sera mis en œuvre. S'il avait employé sans avis du maître de l'ouvrage, d'autres matériaux que ceux prévus pour l'exécution de certains ouvrages, la démolition pourra lui être demandée, quelque qu'en soient l'importance et les conséquences.

Chaque entrepreneur doit prévoir toutes les fournitures indispensables au parfait achèvement mentionnées à la partie correspondante de son devis descriptif.

L'entreprise s'engage à organiser et respecter la sécurité du chantier tant pour les personnels de l'entreprise que des personnes étrangères au chantier. Le Maître d'œuvre se réserve le droit d'imposer, sans supplément de prix, toute mesure qu'il jugerait nécessaire pour la garantie de la sécurité.

4.2. Responsabilité et obligation du titulaire

Le titulaire du marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations.

Il est entièrement responsable du personnel qu'il met à disposition de l'Université pour effectuer les prestations. Ce personnel doit être qualifié.

Le titulaire doit notamment enseigner au personnel placé sous son autorité les diverses consignes de sécurité générales et particulières à l'établissement qui lui ont été communiquées par la Personne Publique et contrôler fréquemment que ces consignes sont parfaitement connues des intéressés.

Le personnel doit obligatoirement être muni d'un document délivré par son entreprise.

En conséquence, le titulaire s'engage à respecter (et à faire respecter à son personnel) le secret le plus absolu concernant les informations et documents auxquels il pourrait avoir accès dans le cadre de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à respecter la charte de l'Université de Franche-Comté régissant l'usage du Système d'Information de l'Université de Franche-Comté, disponible sur simple demande.

Il prend toutes les dispositions adoptées par les professionnels en la matière, pour assurer la sécurité, la neutralité, la qualité de ses services et la protection des différentes informations.

Le titulaire sera également responsable de toute dégradation, de quelque nature que ce soit, occasionnée par ses agents ou le transporteur sur les équipements de l'Université (bâtiments, terrains, plantations, etc...).

4.3. Adresse d'exécution

L'exécution des prestations aura lieu à l'adresse suivante :

Bibliothèque universitaire de Belfort
43 Faubourg des ancêtres
90 000 BELFORT

4.4. Décision de poursuivre

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur.

4.5. Sous-traitance

Conformément aux articles L2193-1 à L2193-14, R2393-24 à R2393-40 du code de la commande publique et 3.6 du CCAG – TR, le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché sans avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

A cette fin, le candidat joint à son offre le dossier de présentation du ou des sous-traitant(s) ou acte spécial de sous-traitance annexé à l'acte d'engagement.

Si, au cours de l'exécution du marché, le titulaire souhaite sous-traiter une partie des prestations, il doit constituer un dossier de présentation du sous-traitant (DC4). Cette sous-traitance doit obtenir du pouvoir adjudicateur, l'acceptation du ou des sous-traitants et l'agrément des conditions de paiement.

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le titulaire à une résiliation du marché pour faute du titulaire en application des mesures prévues à l'article 46.3 du CCAG-Travaux. Il en est de même si le titulaire a fourni, en connaissance de cause, des renseignements inexacts à l'appui de sa demande de sous-traitance.

Le titulaire demeure entièrement responsable, vis-à-vis de l'Université, des prestations sous-traitées.

5. Contrôle et réception des travaux

5.1. Essai et contrôle des ouvrages

Les dispositions concernant les essais de contrôles des ouvrages en cours de travaux sont précisées au CCTP.

5.2. Réception

L'entrepreneur avise, par écrit, le Maître d'œuvre de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou le seront.

Le Maître d'œuvre procède, l'entrepreneur ayant été convoqué, aux opérations préalables à la réception dans un délai de vingt jours à compter de la date de réception de l'avis ci-dessus mentionné ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux si cette dernière date est postérieure.

Ces opérations se dérouleront conformément à l'article 41.2 du CCAG TR et comportent :

- la reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- les épreuves éventuellement prévues au présent dossier de consultation.

- la constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché ;
- la constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons ;
- la constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et lieux
- les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé sur le champ par le Maître d'œuvre et signé par l'entrepreneur ; si ce dernier refuse de le signer, il en est fait mention.

Dans le délai de 45 jours suivant la date du procès-verbal, le Pouvoir Adjudicateur décide si la réception est ou non prononcée ou si elle est prononcée avec réserves. Si elle prononce la réception, elle fixe la date qu'elle retient pour l'achèvement des travaux. La décision ainsi prise est notifiée à l'entrepreneur dans les quarante-cinq jours suivants la date du procès-verbal.

5.3. Documents fournis après exécution

Les stipulations de l'article 40 du CCAG-TR s'appliquent.

5.4. Délais de garantie

Conformément aux dispositions de l'article 44.1 du CCAG TR, le délai de garantie est, sauf prolongation décidée comme il est précisé à l'article 44.2 du CCAG TR, d'un an à compter de la date d'effet de la réception.

Les installations seront durant toute la période de location à charge du titulaire du marché et il sera tenu d'en assurer le bon fonctionnement.

6. Clauses de financement

6.1. Garanties financières

Une retenue de garantie (article R.2191-32 à 2191-35 du code de la commande publique) sera appliquée sur chaque acompte.

La retenue de garantie pourra être remplacée par une garantie à première demande au gré du titulaire. Si celle-ci n'est pas présentée lors de la première demande d'acompte, la retenue de garantie sera appliquée.

Les sommes prélevées au titre de la retenue de garantie seront restituées dans le délai d'un mois après expiration du délai de garantie (R.2191-32 à R.2191-42 du code de la commande publique).

6.2. Avance

Selon l'article R2191-3 du code de la commande publique une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 €.HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Si le titulaire est une PME le montant de l'avance est fixé à 20,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché si sa durée est inférieure ou égale à douze mois

7. PRIX DU MARCHÉ

Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par des prix unitaires dont les libellés sont donnés dans le bordereau des prix unitaires, selon les stipulations de l'acte d'engagement. Il indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et à ses cotraitants.

8. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

8.1. Acomptes et paiements partiels définitifs

Les prestations faisant l'objet du présent marché seront réglées suivant l'avancement des prestations. Elles seront réglées par application des prix unitaires multipliés par les quantités réellement exécutées. Les conditions de l'article 11 du C.C.A.G.- TR seront respectées.

8.2. Présentation des demandes de paiements

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 13 du C.C.A.G.-TR

Les demandes de paiement seront établies en un original et 2 copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur
- la décomposition des prix forfaitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme;
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-TR ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

Les factures devront être déposées obligatoirement sur le Chorus Portail Pro <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1> avec les renseignements suivant : SIRET 192.512.150.00363, le code service n° 921 et le numéro de marché qui vous sera communiqué lors de la notification.

8.3. - Modalités de paiement direct

Dans le cas d'un groupement solidaire, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans le marché (compte unique).

Lorsque le titulaire est un groupement conjoint, ses membres étant payés de manière individualisée, les décomptes sont décomposés en autant de parties qu'il y a de membres à payer séparément, à concurrence du montant dû à chacun.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article R2142-20 du Code de la commande publique.

Lorsqu'un sous-traitant est payé directement, le membre du groupement ou le mandataire :

- indique, dans le projet de décompte, la somme à prélever sur celles qui lui sont dues, ou qui sont dues au membre du groupement concerné par la partie de la prestation exécutée, et que le représentant du pouvoir adjudicateur doit régler à ce sous-traitant ;

- joint la copie des factures de ce sous-traitant acceptées ou rectifiées par ses soins

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 3.6 du C.C.A.G.-TR

8.3 - Délai global de paiement

Conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique, les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9. PENALITES DE RETARD

Lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable des pénalités fixées à 1/1000^e du montant du marché par jour ouvré de retard.

10. ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil.

Le titulaire doit contracter les assurances permettant :

- de garantir sa responsabilité à l'égard du maître de l'ouvrage, du représentant du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations. Pour les ouvrages de construction autres que ceux mentionnés à l'article L. 243-1-1 du code des assurances, cette obligation inclut l'assurance de responsabilité décennale.

- de couvrir les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

Il doit justifier qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant que l'étendue de la responsabilité garantie est en rapport avec l'importance de la prestation et justifiant qu'il est à jour de ses cotisations

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande

11. RESILIATION DU MARCHE ET CARENCE DU TITULAIRE

Résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 45 à 49 du CCAG-TR.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

Carence du fournisseur

En cas de carence du fournisseur, il sera fait application de l'article 48 du CCAG TR qui prévoit l'exécution du marché aux frais et risques des fournisseurs défaillants.

12. PROCEDURE EN CAS DE DECLARATION SANS SUITE DU MARCHE OU PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES IMPREVUES.

L'Université de Franche-Comté se réserve le droit d'entamer une phase de négociation avec un ou plusieurs des candidats ayant proposé une offre. Cette négociation est écrite (courrier postal ou courrier électronique), et respecte l'égalité de traitement des candidats, dès lors que deux ou plusieurs offres amènent des solutions susceptibles de répondre à l'objet de la consultation de manière comparable.

L'Université de Franche-Comté se réserve toutefois la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Les offres irrégulières ou inacceptables pourront participer à la négociation à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

La négociation est menée dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats. A cet effet, les aménagements apportés en cours de négociation au besoin initialement identifié sont communiquées à tous les candidats retenus pour négocier.

Si cette procédure ne permet pas de modifier les caractéristiques principales du marché tels, notamment, l'objet du marché ou les [critères de sélection des candidatures](#) et des [offres](#), elle laisse à l'acheteur public la possibilité de déterminer librement par la négociation le contenu des prestations et l'adaptation du prix aux prestations finalement retenues.

13. LANGUE

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

14. SECRET PROFESSIONNEL

Le titulaire se conforme d'une manière générale aux dispositions du Code Pénal sur le secret professionnel. Il ne peut rien révéler des informations qu'il viendrait à connaître du fait de son activité dans les locaux de l'Université.

En cas de violation du secret professionnel, le marché serait immédiatement résilié aux torts exclusifs du titulaire.

15. REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES

Les données recueillies dans le cadre de la présente consultation font l'objet d'un traitement informatique destiné précisément à l'attribution du marché public afférent.

Ces opérations de traitement seront plus particulièrement effectuées sous le contrôle de son délégué à la protection des données personnelles, en la personne de **Mme Marianne BALANCHE**, que vous pouvez contacter, pour exercer vos droits ou pour toute question sur ce traitement de vos données, par courriel à l'adresse électronique suivante : **dpd@univ-fcomte.fr** ou par voie postale à l'adresse indiquée.

La base légale de ce traitement est sa nécessité à l'exécution des mesures précontractuelles procédant des actes de candidatures des personnes concernées (article 6.1 b) du RGPD). Ces données ne seront pas utilisées à une autre fin que celle surexposée. Les destinataires de ces données sont les personnes habilitées chargées de la gestion de marchés publics, les personnes morales de droit privé ou de droit public ou les personnes privées auxquelles sont destinées ces offres, les organismes publics, exclusivement pour répondre à des obligations légales et le cas échéant, les prestataires ayant vocation à intervenir dans la procédure de passation dudit marché public présentant toutes les garanties requises au respect de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel.

Ces données seront conservées durant toute la durée nécessaire à la passation du marché public.

16. DELAI ET PROCEDURE DE VOIES DE RECOURS

- **Référé pré contractuel** (article L.551-1 du code de justice administrative) jusqu'à la date de signature du marché.

- **Référé contractuel** (articles L 551-13 à L 551-16 du code de justice administrative) dans un délai de 1 mois à compter de la publication d'un avis d'attribution au Journal Officiel de l'Union Européenne et dans un délai de 6 mois à compter de la notification du marché dans les autres cas.

- **Recours de pleine juridiction** : par tout candidat évincé dans un délai de deux mois à compter de la parution de l'avis d'attribution annonçant la conclusion du marché

- **Recours pour excès de pouvoir** contre les actes détachables dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision contestée ou recours de pleine juridiction contre le contrat dans un délai de deux mois à compter de l'avis d'attribution.

Instance compétente pour l'introduction des procédures de recours :

Tribunal administratif – 30 rue Charles Nodier – 25000 Besançon

Téléphone : 03.81.82.60.00

✉ greffe.ta-besancon@juradm.fr

17. CLAUSES COMPLEMENTAIRES

Sans objet.

18. DEROGATIONS AU C.C.A.G.

Les dérogations aux C.C.A.G.-TR, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

L'article 2 déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G.-TR

L'article 9 déroge à l'article 20 du CCAG-TR

Lu et approuvé par le candidat

A....., Le.....

Signature et cachet :